

Formation supérieure, coopération partenariale et développement durable

Von Furstenberg C.

in

Dupuy B. (ed.).

La formation supérieure des cadres de l'agriculture et de l'alimentation dans les pays du bassin méditerranéen

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 36

1999

pages 153-155

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI990741>

To cite this article / Pour citer cet article

Von Furstenberg C. **Formation supérieure, coopération partenariale et développement durable**. In : Dupuy B. (ed.). *La formation supérieure des cadres de l'agriculture et de l'alimentation dans les pays du bassin méditerranéen*. Montpellier : CIHEAM, 1999. p. 153-155 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 36)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Formation supérieure, coopération partenariale et développement durable

Christina von Furstenberg

Responsable du Programme UNITWIN/Chaires UNESCO
Division des Sciences sociales, de la recherche et des politiques
Secteur des Sciences sociales et humaines de l'UNESCO (France)

C'est avec un vif plaisir que je donne suite à votre aimable invitation de prendre aujourd'hui la parole à cette séance de clôture de votre séminaire international. Vos délibérations ont été extrêmement riches et encourageantes pour moi qui sort tout juste de la Conférence mondiale sur l'Enseignement supérieur, convoquée par l'UNESCO à Paris il y a seulement 4 semaines. En ma qualité de point focal du programme des Chaires UNESCO et réseaux UNITWIN qui sont destinés à promouvoir de nouveaux programmes interdisciplinaires de troisième cycle universitaires, tels que les Chaires et réseaux du développement durable, j'ai déjà eu le privilège de me familiariser avec l'action exemplaire menée par votre institution. J'ai vivement apprécié l'occasion qui me fut donnée l'année dernière, de visiter l'IAM de Bari, et j'espère pouvoir établir des liens plus solides entre l'action menée par vos instituts et l'action naissante dans certaines universités méditerranéennes, notamment du côté est de l'Adriatique, en vue de la promotion d'une agriculture durable.

Il va sans dire que les choix de formation desquels vous venez de débattre, positionnent l'enseignement supérieur de l'avenir. Dans un monde multipolaire, caractérisé par une fragmentation peut-être sans précédent des perceptions et des niveaux d'acceptation sociale, il est plus que jamais nécessaire d'œuvrer en vue de l'émergence de valeurs qui permettront une existence commune des individus et des peuples sur cette planète et une convivialité, tant sur les plans scientifique et technologique que social et culturel.

Il ne faut pas confondre le concept du développement durable qui a été à la base du Sommet « Planète terre » de Rio de Janeiro en 1992, et à la base aussi de la série des Sommets thématiques promus par le système de l'ONU entre 92 et 96, avec une discipline quelconque des sciences sociales ou naturelles. Le développement durable est avant tout un modèle de vie planétaire, une matrice conceptuelle dont les grandes lignes ont été définies par l'Agenda 21 lors du Sommet de Rio et qui devrait permettre à l'homme de s'épanouir dans un respect d'équilibre viable. Une éducation réorientée vers cet idéal régulateur permet le partage des objectifs et des valeurs du développement durable sur la base du triptyque économique, social et environnemental, mais aussi sur la gouvernance, c'est-à-dire sur la compréhension des mécanismes de décision publique et de la pratique du dialogue. Dès lors, les connaissances du développement durable doivent être orientées vers l'action et la mobilisation; elles sont à l'opposé d'un savoir passif. Ce n'est plus un savoir figé qui est demandé, mais un moyen de formuler les interrogations justes, un moyen de sensibilisation aux informations significatives dans un monde où la quantité d'informations est souvent inversement proportionnelle à sa pertinence collective.

Les institutions de l'enseignement supérieur ont donc une mission essentielle, celle d'aiguiser une conscience planétaire et un sens global de la responsabilité et de la solidarité. Sans renoncer à leurs capacités analytiques, les universitaires ont pour tâche d'adopter une approche systémique respectueuse de toutes les dimensions du développement, de leurs interactions et de leur incidences à long terme.

Pour mener à bien cet exercice systémique, il est décisif que les universitaires renforcent les liens avec les milieux de vie et les collectivités concernées afin que les analyses menées expriment davantage les

besoins et attentes des communautés humaines et que les projets de développement soient établis en cohérence avec le territoire d'élection de ces communautés. Les universitaires doivent aussi apprendre à articuler les différentes échelles pour éclairer des stratégies d'action qui tiennent compte à la fois de l'unité et de la diversité du monde.

Il ne s'agit point de remplacer un algorithme par un autre, de prétendre, une fois de plus, à une optimalité impossible à définir, face à une multiplicité d'objectifs non réductibles à un dénominateur commun. Il s'agit d'affirmer la nécessité de revaloriser le champ du politique, qui doit être soumis à une éthique rigoureuse de solidarité synchronique avec la génération présente, et de solidarité diachronique avec les générations futures. C'est une éthique également fondée sur l'universalisation de la citoyenneté, objectif dont nous sommes, dans la pratique, très éloignés.

Certes, les communautés locales, les villages, les terroirs, les villes, tout comme les bassins versants, les unités géologiques, climatiques et hydrologiques qui ont joué un si grand rôle dans l'histoire ancienne devraient, à l'avenir, voir leur rôle revalorisé. Mais cette échelle devra s'articuler avec celle des Etats, des grandes régions du monde dont l'importance ira croissant, et, au-delà, avec celle de la planète. Les différents niveaux de responsabilité ne peuvent pas servir de prétexte à l'irresponsabilité. Les universitaires doivent à cet égard rester des (é)veilleurs vigilants.

Enfin, sans renoncer à leur fonction critique, les universitaires peuvent être davantage ferments de cohésion sociale en soutenant des initiatives de citoyenneté active, car le pouvoir du citoyen ne s'épuise pas dans le seul pouvoir de vote. Ce qui est en jeu, c'est une occupation plus démocratique de l'espace public et l'institutionnalisation de lieux où les initiatives des citoyens puissent trouver leur place et où un contrôle efficace de l'action politique puisse être assuré. Dans cette perspective, l'université est sollicitée d'apporter davantage son concours aux collectivités locales, d'encourager la recherche de solutions aux problèmes et ce, à partir de ressources et de compétences locales. Elle est appelée à faciliter son accès aux femmes dans bon nombre de pays où cet accès reste problématique, alors que le rôle vital des femmes dans le développement et dans la gestion et la mise en valeur des ressources est indiscutable.

Le consensus autour d'un projet local, national, et à plus forte raison, planétaire ne saurait se faire en l'absence d'un débat public approfondi et permanent, d'une interaction constante entre tous les acteurs du développement, de la déprofessionnalisation de la politique, et d'un dialogue - qui a dû mal à s'établir - entre la société civile, les décideurs et les scientifiques.

La communication et la médiation entre scientifiques, grand public et décideurs est plus que jamais le pivot autour duquel peut s'organiser une véritable participation des citoyens à la prise de décision. Des conditions strictes sont toutefois requises : il faut qu'un vrai débat public soit possible, même contradictoire, et que des questions complexes puissent être débattues et, le cas échéant, reformulées par les universitaires qui en sont les destinataires. Ceux-ci ne peuvent devenir les alibis théoriques de compromis présentés comme inéluctables.

A une recherche encore confuse de nouvelles formes du lien social, l'université peut apporter son concours en prenant au sérieux (selon Georges Balandier, dans «Le lien social en question») «ces regroupements, ces solidarités à l'essai, leurs compositions et recompositions incessantes, en accordant plus de crédit à la création continue du social qu'aux pratiques de mise en conformité doctrinaire».

Le développement durable ne peut se concevoir et se renforcer de manière autonome et solidaire, de l'échelle locale à la dimension planétaire, qu'à travers des formes de coopération partenariale où les institutions universitaires peuvent jouer un rôle catalyseur. Ces coopérations doivent mettre en oeuvre la valorisation culturelle de chaque communauté humaine, en constituant des vecteurs de pluri-culturalités. De par leur pensée plurielle, les institutions d'enseignement supérieur représentent des médiations privilégiées à cet effet.

Bien sûr, valoriser de telles coopérations signifie pour ces institutions l'établissement d'une série de priorités. La coopération devient une réelle mission complémentaire aux trois missions classiques de formation, de recherche et de service aux collectivités. Les axes géographiques sont aussi bien, dans cette optique, Nord/Sud que Sud/Nord, ainsi que Sud/Sud et Nord/Nord. L'axe Sud/Nord ne peut être simplement identifié à l'axe Nord/Sud : il ne s'agit pas ici seulement d'une demande d'aide au développement pour le Sud, mais d'un apport réciproque où le Sud représente un révélateur de la nécessité de considérer la culture comme « clé du XXI^{ème} siècle ». La diversification des intervenants éducatifs dans le cadre des partenariats est sans doute le plus à même d'apporter l'interdisciplinarité et la pluralité des représentations sur les mêmes objets.

Ayant passé rapidement en revue quelques lignes de force se dégageant des programmes d'action internationaux pour l'avenir des universités, je ne peux que me féliciter de la pertinence et qualité des débats auxquels j'ai pu assister. L'UNESCO s'en réjouit et je peux vous assurer qu'elle fera de son mieux pour réaliser son potentiel de compétence afin de soutenir le développement fructueux de vos initiatives.

Je vous remercie de votre attention.

